

Service PRE, Secteur Elevages  
9, rue du sabot  
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 08/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**EARL VINCENT MELOU ex SCEA KERMARECHAL**

KERMARECHAL  
22480 LANRIVAIN

Références : [RTLLM-2022-05-19-01](#)

Code AIOT : 0052216025

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement EARL VINCENT MELOU ex SCEA KERMARECHAL implanté KERMARECHAL 22480 LANRIVAIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL VINCENT MELOU ex SCEA KERMARECHAL
- KERMARECHAL 22480 LANRIVAIN
- Code AIOT : 0052216025
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- [{Non Renseigné}](#)

Installation au régime autorisation-IED, autorisée pour 81000 emplacements de volailles sur litière. L'exploitation possède une unité de compostage des fientes.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- [Directive Nitrate, IED.](#)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	/	Lettre de suite préfectorale	
7	Prescriptions production de produits normalisés	Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	
8	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	/	Lettre de suite préfectorale	
9	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	/	Lettre de suite préfectorale	
10	Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	/	Lettre de suite préfectorale	
11	Propreté des locaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	
12	Dispositions relatives aux forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 1er	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	/	Sans objet
5	Dispositions relatives au compostage, températures	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29	/	Sans objet
6	Dispositions relatives au compostage, surveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation respecte les effectifs et la production d'azote autorisée par l'AP.  
Non conformités majeures : brûlage de déchets, absence de moyen externe de lutte contre l'incendie.

Les autres non-conformités font l'objet d'un rappel réglementaire.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'EARL VINCENT MELOU, ci après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit "Kermaréchal" sur la commune de LANRIVAIN est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage de volailles sur litière, dont la capacité maximale est de 81000 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 13268 uN/an.
<b>Constats :</b> CONFORME. Mises en place année culturale 20-21 : 332092 poulets standard lourd pour une production de 12951 uN.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.  Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.  Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.  Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
<b>Constats :</b> CONFORME. (hangar à compostage)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.  La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :  - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;  - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</p> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :  - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;  - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;  - le numéro d'appel du SAMU : 15 ;  - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;  ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b>  NON CONFORME.  - ABSENCE DE MOYEN EXTERNE DU LUTTE CONTRE L'INCENDIE  Dans le dossier de demande d'autorisation correspondant à l'AP portant autorisation du 08/08/2019, la mise en place d'un moyen externe de lutte contre l'incendie à moins de 200 mètres de l'exploitation était prévue : mise en place d'une réserve de 120 m<sup>3</sup> et demande à la mairie d'installation d'une borne incendie. Au jour de l'inspection, aucun de ces 2 moyens n'ont été mis en place.  - EXTINCTEURS  Les extincteurs n'ont pas été contrôlés depuis 2020 (maintenance annuelle obligatoire selon la norme NFS).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> NON CONFORME. Des bordereaux sont réalisés mais incomplets : absence des quantités d'azote livrées et de l'identification des parcelles réceptrices.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**N° 5 : Dispositions relatives au compostage, températures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes : — les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée ; — la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines. Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondantes sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.
<b>Constats :</b> CONFORME.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Dispositions relatives au compostage, surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 29.  L'élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.  Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).
<b>Constats :</b> CONFORME.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Prescriptions production de produits normalisés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prescriptions – Arrêté Préfectoral
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation, Ce procédé (stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique) vise l'obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou épandu.
<b>Constats :</b> NON CONFORME. - STOCKAGE DE LITIÈRE DANS LE HANGAR A COMPOSTAGE Non respect de l'article 2.2.2 de l'AP du 08/08/19 : le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet. - ANDAINS SUPÉRIEURS A 3 MÈTRES Non respect de l'article 2.2.3 de l'AP du 08/08/19 : la hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale



## N° 8 : Mise en œuvre des MTD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ».</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p>
<p><b>Constats :</b>            NON CONFORME. Absence de surveillance des émissions atmosphériques d'ammoniac. (MTD 23, 25)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

## N° 9 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »</p> <p>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020</p>
<p><b>Constats :</b>            NON CONFORME. Absence de déclaration des émissions atmosphériques d'ammoniac.</p>
<p><b>Observations :</b> La déclaration pour l'année de référence N est à renseigner sur le site internet : <a href="https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr">https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr</a></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**N° 10 : Elimination des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
<b>Constats :</b> NON CONFORME. BRÛLAGE DE DECHETS (AUTRES QUE DECHETS VERTS) SUR SITE.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**N° 11 : Propreté des locaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> NON CONFORME. La dératisation n'a pas été réalisée depuis 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**N° 12 : Dispositions relatives aux forages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Captage d'eau souterraine
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3 : Prescriptions techniques</p> <p>Les forages relevant du présent arrêté sont soumis aux prescriptions spécifiques portées en annexe 2.</p> <p>" Annexe 2 à l'arrêté préfectoral du 15 AVR. 2021 fixant les dispositions applicables dans le département des Côtes-d'Armor pour la réalisation, l'entretien et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine</p> <p>(...)</p> <p>3.3.4 - La protection de la tête</p> <p>(...)</p> <p>La tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle amovible fermé à clé, scellé sur la margelle et s'élevant au moins à 0,50 m au-dessus du terrain naturel.</p> <p>(...)</p> <p>5 - Occupation des sols — Protection de l'ouvrage</p> <p>(...)</p> <p>En complément de l'arrêté du 11/09/2003 modifié : une zone de protection clôturée de 5 m x 5 m est établie autour de la buse. Elle est exempte de toute source de pollution. "</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>NON CONFORME.</p> <p>- La tête du forage doit être fermée à clé conformément à l'article 3.3.4. de l'annexe 2.</p> <p>- Une dizaine de chèvres pâturent autour du forage, les déjections sont une source de pollution. Une zone de protection clôturée de 5m sur 5m, exempte de toute source de pollution est établie autour de la buse conformément à l'article 5 de l'annexe 2.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale